ENTREVUE AVEC MONICA HELLER

Monica Heller est directrice adjointe du département de sociologie de l'University of Toronto. Elle détient des nominations conjointes au Centre de recherches en éducation franco-ontarienne et au département d'Anthropologie. Son travail porte sur le rôle de la langue dans la construction des différences et des inégalités sociales dans le contexte de la nouvelle économie mondialisée et post-nationaliste.

EN CE QUI CONCERNE LES MINORITÉS DE LANGUE OFFICIELLE, QUE SIGNIFIE SELON VOUS LA NOTION DE LA VITALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ ?

Il s'agit d'un concept très chargé idéologiquement. Je m'explique: d'abord, le concept même de "communauté", qui relève du gros bon sens pour la plupart d'entre nous, est issu d'une certaine manière d'imaginer le monde social qui a émergé avec la construction de l'État-nation à l'époque moderne. On justifie les États (et leurs frontières) sur la base de l'idée qu'ils représentent une population plus ou moins culturellement et linguistiquement uniforme, ayant occupé le même territoire depuis longtemps. Des disciplines comme la linguistique et l'anthropologie ont contribué à créer et à reproduire ce concept. Et on a réussi à rendre "normale" l'idée que l'état naturel des choses est que chacun et chacune naisse et grandisse dans une communauté à laquelle il ou elle est lié(e) par parenté et où tout le monde partage des façons de faire et de penser. Ce qui construit toute déviation de cette norme comme problème ou anomalie, qu'il s'agisse de « l'exogamie », de la « migration » ou du « bilinguisme ». En effet, ces termes sont devenus des objets d'exploration scientifique ; il est rare de trouver des tomes sur le monolinguisme ou l'enracinement territorial, par exemple, même si dans certains cas (le monolinguisme, par exemple) le phénomène est beaucoup moins répandu que son contraire.

Cette idée de communauté est donc dépendante de celle de la nation. Nos façons d'imaginer la nation comprennent divers volets: comme entité qui se crée par le biais d'expériences communes (l'apprentissage d'une même langue standard, participation aux mêmes espaces publics, adhérence aux mêmes valeurs), comme entité naturelle qui existe au-delà des individus. C'est cela qui sous tend l'idée de la vitalité, évidemment, puisque on ne peut pas parler de vitalité sans que l'objet en question soit dans un certain sens vivant ou en tout cas pouvant reproduire des expériences semblables pour ses membres. Pour répondre directement à la question, je crois que quand les gens parlent de « vitalité communautaire », ils pensent surtout à une entité naturelle, homogène, enracinée dans un territoire, qui se reproduit (et ces « gens » incluent surtout pour moi les acteurs et de l'État et de ce que j'appelle les minorités linguistiques institutionnalisées, qui utilisent souvent ce terme pour l'élaboration de politiques, de programmes et de pratiques en matière de langues). Cette reproduction est souvent comprise comme biologique, d'où les discours et les préoccupations concernant « la fécondité des femmes », « l'exogamie » ou le « l'assimilation ». Une communauté imaginée de cette façon possède des membres authentiques par leur naissance dans le milieu, et par leurs rapports de parenté ; elle a donc besoin de se perpétuer (de se reproduire) dans le temps. Ceci veut dire recruter de nouveaux membres biologiquement et les socialiser (par exemple, leur donner une « langue maternelle ») au sein de la famille, d'abord, et les agences secondaires de socialisation, notamment l'école, par la suite.

Mais ce n'est pas la théorie de la communauté que je partage. Ou, pour être plus exacte, je n'accepte pas la banalité ou la neutralité de ces termes. On peut s'organiser autrement, et étant donnée les changements sociaux, politiques et économiques en cours, on est déjà en train de le faire. Par exemple, on sait depuis longtemps que les écoles de langue française dites « en milieu minoritaire », dont le mandat est d'assurer le maintien et l'épanouissement de la langue et de la culture françaises dans ces milieux, accueillent de plus en plus d'élèves dont la trajectoire de vie ne correspond nullement à l'image de la communauté qui justifie l'existence des écoles, et dans des contextes où il est en fait impossible d'identifier une communauté selon la définition dominante. Pourtant, il y a plein d'activités qui se déroulent en français, et plein de monde qui pratiquent cette langue. Ce n'est seulement pas toujours les gens attendus, de la manière attendue, dans les espaces attendus. Du point de vue dominant, il s'agit d'un galop vers l'assimilation. Vu autrement, il s'agit d'une transformation de ce que signifie être francophone ou parler français.

Fait à mon avis très intéressant, il semble que quelque chose de similaire émerge au sein des écoles de langue

anglaise au Québec, où un pourcentage élevé de la population estudiantine est francophone. Est-ce que cela veut dire que les communautés minoritaires de langue officielle sont en perte de vitalité ? Ou que les acteurs sociaux s'organisent autrement ces jours-ci ?

EST-IL PLUS DIFFICILE OU FACILE DE VIVRE EN TANT QUE MEMBRE D'UNE MINORITÉ DE LANGUE AU CANADA AUJOURD'HUI PAR RAPPORT À IL Y A DIX ANS ? SI OUI, COMMENT ? SINON, POURQUOI PAS ?

Et si on demandait à la place : est-ce plus ou moins facile de pratiquer le français et l'anglais d'une manière qui répond aux besoins et aux intérêts des locuteurs ? D'une manière qui leur permet d'atteindre leurs objectifs ? Qui ne les excluent pas d'activités importantes ? Qui ouvrent au lieu de limiter leurs possibilités de vie ?

De plus, il faut souligner que le choix des gens à qui on pose la question n'est pas neutre. Qui se considère interpellé par cette question ? Pourquoi ?

PENSEZ-VOUS QUE LES JEUNES DES MINORITÉS DE LANGUE OFFICIELLE SONT ENGAGÉS À TRANSMETTRE LEURS LANGUES ET LEUR CULTURE À LA PROCHAINE GÉNÉRATION ?

Je ne crois pas qu'ils partagent tous la même idéologie de la langue et de la communauté. Plusieurs commencent à s'imaginer autrement, ils rejettent ce qu'ils considèrent comme le discours larmoyant, victimiste, défaitiste de la génération des militants dans la lutte pour les droits des minorités. Ils cherchent l'ouverture et la mobilité. Souvent, cela veut dire également qu'ils vont rejeter l'idée même de l'importance de la « transmission ». C'est clair que cette idée découle directement de l'idéologie naturalisante de la communauté. Mais les communautés peuvent se construire autrement, sans la transmission au sein de la famille biologique. Ce qui compte pour une génération n'est pas forcément ce qui compte pour la suivante. Donc, ce qu'une génération fait avec ce qu'elle apprend de ses parents ne correspond pas forcément à ce que ses parents voulaient qu'elle apprenne.

PENSEZ-VOUS QUE LES INTÉRÊTS DES COMMUNAUTÉS MINORITAIRES DE LANGUE OFFICIELLE SONT EFFICACEMENT REPRÉSENTÉS DEVANT LE GOUVERNEMENT ? SI OUI, COMMENT ? SINON, POURQUOI PAS ?

Je crains que le gouvernement ait institutionnalisé ses interlocuteurs, afin de démontrer qu'il s'occupe des minorités. Les institutions porte-parole représentent nécessairement une sélection des points de vue possibles et existants, sélectionnés selon la possibilité de rentrer en discussion avec les agences gouvernementales. Il faut éviter la réification des communautés, et arrêter de supposer que les intérêts sont forcément homogènes. Il me semble que le gouvernement a intérêt à se demander comment les intérêts sont formulés. Au lieu de ceci, il a tendance à insister sur le consensus.

EN PENSANT À L'AVENIR EN 2020, ÊTES-VOUS OPTIMISTE CONCERNANT LA SITUATION DES MINORITÉS DE LANGUE OFFICIELLE AU CANADA ? SI OUI, COMMENT ? SINON, POURQUOI PAS ? QUELLES ACTIONS LE GOUVERNEMENT POURRAIT-IL INTRODUIRE POUR VOUS RENDRE PLUS OPTIMISTE ?

Je termine sur ce point, pour maintenir ma position : telle que formulée, je ne peux pas répondre à la question. Je ne comprends pas ce que cela puisse signifier « être optimiste au sujet des minorités linguistiques du Canada». Il faut accepter les termes de la discussion sur la vitalité et la pérennité des communautés pour que la question ait un sens.

En même temps, oui, je suis optimiste, mais à un sujet légèrement différent. Si la base de toutes ces questions concerne non pas la reproduction d'une certaine idéologie de la nation comme une bonne chose en soi, mais plutôt la lutte pour l'inclusion sociale, alors là je trouve qu'il y a des portes qui s'ouvrent. Les gens sont en train de se réimaginer avec une créativité éblouissante. Les possibilités existent pour une conversation ouverte, qui permet de remettre en questions les termes mêmes du débat afin de répondre aux conditions actuelles en transformation – des conditions qui risquent de bénéficier plus aux uns qu'aux autres, comme toujours, donc devant lesquelles il faut maintenir une position ouverte et analytique. Il s'agit d'une conversation difficile, non seulement en raison des multiples intérêts (parfois conflictuels) concernés, mais aussi en raison du fait que la légitimité même de l'État fédéral est en cause. Mais je crois que c'est une conversation nécessaire, pour que les changements en cours ne nous prennent pas par surprise.